



Déclaration sur la nouvelle tentative de coup d'État au Venezuela

La **Confédération syndicale des travailleurs et des travailleuses des Amériques (CSA)**, face à la nouvelle tentative de coup d'État dans la République bolivarienne du Venezuela, déclare ce qui suit:

1. Condamne la nouvelle tentative de coup d'État, révélée récemment par le gouvernement de ce pays, qui a été orchestrée par un secteur de la droite vénézuélienne, prévoyant des actes de violence et de déstabilisation. Des secteurs civils et militaires au Venezuela ont directement été liés à cette nouvelle tentative de coup d'État, soutenue par les gouvernements de puissances étrangères et la droite putschiste de la région.
2. Dénonce le dénommé « *Acuerdo Nacional por la Transición* » (Accord national pour la transition), également lancé officiellement par des dirigeants de la droite vénézuélienne, qui prévoit une série de mesures politiques, économiques et sociales visant à la rupture institutionnelle démocratique et de l'État de droit en vue de leur mise en œuvre. Il mettrait ainsi en évidence le lien de cet appel avec les actions du coup d'État dénoncées par le gouvernement vénézuélien.
3. Exprime sa préoccupation face aux tentatives systématiques de déstabilisation au Venezuela promues depuis l'étranger et exige le plein respect de la souveraineté, de l'autodétermination et de la paix du peuple vénézuélien. Dans cet esprit, elle condamne les sanctions unilatérales adoptées par des puissances étrangères contre des citoyens vénézuéliens, qui ne contribuent qu'au climat de déstabilisation promu par la droite putschiste.
4. Manifeste sa solidarité avec le peuple vénézuélien et sa vocation démocratique et déplore les actes de violence qui ont coûté la vie de personnes innocentes, en particulier celle de l'étudiant Kluivert Roa, assassiné dans l'État de Táchira. Elle condamne l'utilisation de ces assassinats comme objectif politique pour aggraver la situation de déstabilisation.
5. Exhorte les pouvoirs politiques de la République bolivarienne du Venezuela à procéder à une enquête, à identifier les responsables des violations des droits humains et à les sanctionner. Elle les enjoint de redoubler d'efforts pour faire face à cette nouvelle situation de déstabilisation, dans le respect de la légalité et des institutions, en garantissant le plein respect des droits humains.
6. Salue la position et la solidarité des gouvernements de l'UNASUR, de l'ALBA et de la CELAC, face à cette période critique à laquelle est confrontée la République bolivarienne du Venezuela, maintenant les mesures d'accompagnement visant à la promotion du dialogue et à la compréhension entre les différents secteurs politiques et sociaux.
7. Enfin, la CSA appelle le mouvement syndical international à manifester sa solidarité avec le peuple vénézuélien et à appuyer le plein respect des institutions démocratiques, la souveraineté et la paix dans ce pays.

Víctor Báez Mosqueira
Secrétaire général

São Paulo, le 26 février 2015